



Strasbourg, le 25 avril 2017

CDDG-Bu(2017)11

BUREAU DU COMITE EUROPEEN
SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)

RAPPORT DE REUNION¹

31 mars 2017, Conseil de l'Europe, Paris

1. Ouverture de la réunion

Le Président, M. Paul Rowsell, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux participants, s'adressant en particulier à M. Damien Feraille (France), qui assiste à une réunion du Bureau pour la première fois.

Mme Greta Ulland-Billing (Norvège) est excusée, et Mme Inga Nyholm a démissionné de son poste de membre du Bureau à la suite d'un changement dans ses activités professionnelles (voir également le point 8, « Election de deux membres du Bureau »). La liste des participants fait l'objet de l'annexe I.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour tel qu'il figure en Annexe II est adopté.

3. Décisions du Comité of Ministres concernant les travaux du CDDG

Le Bureau prend note de l'adoption, par le Comité des Ministres, du rapport abrégé de la 6^e réunion du CDDG [(CM(2017)18], tenue en novembre 2016, ainsi que de la réponse de ce dernier à la Recommandation 392 (2016) du Congrès intitulée « Pour une bonne gouvernance des territoires métropolitains ».

Il est demandé au Secrétariat de tenir dûment compte de la réponse du Comité des Ministres dans les travaux préparatoires de la conférence qu'il est proposé de tenir sur les zones métropolitaines (voir aussi le point 7.3).

¹ Etabli par le Secrétariat et approuvé par le Président.

4. Etat de la mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat 2016-2017

4.1 *Programme d'activités du CDDG*

Le Président souligne qu'il est important que le CDDG mène à bien les tâches qui lui ont été confiées par le Comité des Ministres dans le cadre de son mandat actuel, en particulier celles qui ont trait aux lignes directrices visant à garantir la participation de la société civile aux décisions politiques et la révision de la Recommandation CM/Rec(2001)19 sur la participation des citoyens à la vie publique au niveau local.

Le Bureau est informé de la tenue d'une conférence sur le thème de la qualité de l'administration publique aux niveaux local et régional, organisée les 20 et 21 septembre prochains dans le cadre de la Présidence tchèque du Comité des Ministres, et apporte son plein soutien à cet événement. Le Secrétariat devrait donner au CDDG toutes les informations pertinentes à ce sujet lors de sa réunion du mois de mai ; il précisera notamment à cette occasion le public cible, les contributions de fond et le type de participation à haut niveau attendus.

4.2 *Participation de la société civile aux décisions politiques*

Le Bureau souligne que les lignes directrices devraient permettre de créer un environnement de travail positif et constructif qui favorise la participation de la société civile en réunissant les différentes parties prenantes dans les Etats membres, et de renforcer le caractère démocratique des processus décisionnels.

Il examine le projet de lignes directrices tel que révisé à l'issue de la réunion du Groupe de rédaction du 3 février 2017 [document CDDG-Bu(2017)3], ainsi que les commentaires écrits sur ce projet. Il débat des questions restées en suspens et charge le Secrétariat de préparer un projet consolidé de lignes directrices en vue de la réunion du CDDG prévue les 11 et 12 mai prochains, en tenant compte des commentaires spécifiques formulés par les membres du Groupe de rédaction et en mettant clairement en avant les questions devant faire l'objet d'une décision finale par le CDDG.

4.3 *Révision de la Recommandation CM/Rec(2001)19 du Comité des Ministres sur la participation des citoyens à la vie publique au niveau local*

M. Georgios Chrysafis, qui a présidé la première réunion du groupe de travail, présente un aperçu des conclusions et recommandations du Groupe.

Le Bureau soutient les conclusions du groupe de travail et les propositions de révision exposées par l'expert, le Professeur Harald Baldersheim [documents CDDG-Bu(2017)4 et CDDG-Bu(2017)5]. Etant donné que la Recommandation reste pertinente, toute révision devra reposer sur le texte existant et tenir compte des évolutions sociales et politiques récentes, ainsi que des instruments et textes adoptés par le Conseil de l'Europe depuis 2001.

Le Bureau accueille favorablement la proposition de faire participer deux membres du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe aux travaux du groupe de travail.

4.4 *Recueil des textes les plus pertinents du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie*

Le Bureau prend note des informations présentées. Il charge le Secrétariat de procéder à la mise à jour du Recueil, d'informer le CDDG sur son utilisation à des fins de planification et de proposer des mesures pour promouvoir son utilisation future, notamment des mesures de sensibilisation et de renforcement de la visibilité.

4.5 *Stratégie pour l'innovation et la bonne gouvernance*

Le Bureau prend note des informations présentées et :

- salue l'utilisation faite des Douze principes de bonne gouvernance démocratique dans les rapports du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit ;
- attire l'attention sur la validité universelle et l'applicabilité générale des Douze principes de bonne gouvernance démocratique à tous les niveaux de gouvernance, et sur leur pertinence pour renforcer l'éthique, la transparence et la responsabilité dans les Etats membres, et, ainsi, pour instaurer la confiance dans l'administration publique et les institutions démocratiques ;
- propose qu'il soit tenu dûment compte des Douze principes dans l'apport de suggestions et de contributions à la conférence sur la qualité de l'administration publique qu'il est proposé de tenir sous la Présidence tchèque.

Il se félicite des discussions en cours dans plusieurs Etats membres au sujet de la mise en œuvre des Douze principes et du Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE) et demande à être tenu dûment informé des éventuelles demandes d'accréditation.

Le Bureau charge le Secrétariat de faire rapport au CDDG sur l'intérêt manifesté au sein des Etats membres concernant la mise en œuvre du Label.

4.6 *Approche intégrée de l'égalité*

Le Bureau prend note des informations présentées et charge le Secrétariat, en coordination avec les rapporteurs du CDDG sur l'égalité de genre et le Secrétariat de la Commission pour l'égalité de genre, de présenter au CDDG, éventuellement à sa réunion de mai :

- un bref rapport élaboré par les rapporteurs sur l'égalité de genre au sujet des implications de l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes concernant les activités du Comité et la mise en œuvre des Douze principes ;
- les conclusions de la Commission pour l'égalité de genre sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec (2003)3 sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique et les conclusions de la Division de l'assistance électorale et du recensement concernant l'étude sur la représentation politique des femmes dans les pays du Partenariat oriental, menée au titre du Cadre de coopération programmatique 2015-2017.

5. Perspectives pour le CDDG en 2018-2019

Le Bureau tient un échange de vues sur les futurs travaux et activités que le CDDG pourrait mener. Au cours de la discussion, les membres soulignent :

- le fait que les domaines prioritaires actuels du Comité restent pertinents et la nécessité de prendre des mesures à long terme sur ces questions pour faire face aux défis que rencontrent les sociétés démocratiques, tels que la radicalisation et le populisme inapproprié ;
- la manière dont le Comité pourrait contribuer à la construction d'institutions démocratiques solides et à la réalisation d'une inclusion et d'un engagement démocratique plus effectifs, sur la base des recommandations émises par le Secrétaire Général dans ses rapports annuels sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit concernant l'éthique, la transparence et l'obligation de rendre des comptes, par exemple ;
- la nécessité de cibler davantage ses travaux et de renforcer ses activités concrètes à l'aide de certains outils tels que les examens par les pairs et le Service de réponse rapide, et la nécessité de mettre au point de nouvelles approches reposant notamment sur des manuels et lignes directrices ;
- la contribution concrète du Centre d'expertise à la promotion et au respect des valeurs et normes partagées du Conseil de l'Europe, par le biais de ses outils et projets dans le domaine.

Lors de sa réunion de mai, le CDDG devrait examiner attentivement les priorités et recommandations du Secrétaire Général figurant dans son prochain rapport sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit, et discuter de la manière dont il pourrait y donner suite.

6. Développement d'outils en matière de bonne gouvernance démocratique et réformes de soutien

6.1 *Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale*

Le Bureau prend note du rapport sur les activités du Centre d'expertise en 2016 et des perspectives pour 2017 telles qu'énoncées dans le document CDDG-Bu(2016)7.

Mme Jutta Gützkow, Chef de la Division de la bonne gouvernance, présente ce rapport en soulignant que le Centre doit répondre à une forte demande d'assistance étant donné qu'il participe désormais à des programmes et projets dans 25 Etats membres et en attirant l'attention sur ses activités de promotion et de mise en œuvre des Douze principes. Elle évoque également l'état d'avancement des travaux sur les examens par les pairs prévus en Slovénie et en Ukraine, ainsi que sur divers outils, notamment celui sur les fusions de municipalités et la Grille de référence en matière d'éthique publique.

Le Bureau rappelle qu'il est nécessaire que les Etats membres participent aux travaux du Centre en contribuant à la conception d'outils et aux examens par les pairs. Il conviendra d'attirer une nouvelle fois l'attention des délégations sur ce point lors de la prochaine réunion du CDDG.

7 Préparation de la 7^e réunion du CDDG (11-12 mai 2017)

7.1 *Projet d'ordre du jour*

Le Bureau examine le projet d'ordre du jour et prend note des discussions en cours concernant l'éventuelle participation à haut niveau de la Grèce, de la Pologne, de la République tchèque, de la Serbie et de la Slovénie, ainsi que des contributions aux discussions thématiques sur les réformes de l'administration et de la gouvernance.

Au vu du nombre de présentations et des discussions de fond prévues sur des éléments clés de son mandat, le Bureau charge le Secrétariat d'apporter des modifications à l'ordre du jour au besoin et d'attirer l'attention des délégations du CDDG sur la nécessité de garantir leur présence pendant les deux journées entières.

7.2 *De l'éthique publique au niveau local vers l'éthique dans la vie publique*

Le Bureau prend note des informations présentées dans le document CDDG-Bu(2016)15. Ce point, qui, faute de temps, n'avait pas été examiné lors de la réunion de novembre 2016, est consacré à l'examen des conclusions du Secrétaire Général dans son rapport sur « La situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit : Un impératif pour la sécurité de l'Europe ».

Sur la base des recommandations émises précédemment par le Bureau à ce sujet, le Secrétariat annonce la participation des acteurs suivants à la discussion qui aura lieu sous ce point :

- des représentants du GRECO et de la Division du crime économique du Conseil de l'Europe, qui présenteront les travaux de leurs organes respectifs dans ce domaine ;
- deux experts, qui présenteront la version mise à jour de la Grille de référence en matière d'éthique publique, ainsi que l'expérience pratique avec cet outil et son impact concret dans le Pays basque ;
- un expert au nom du Congrès, qui présentera l'expérience et les travaux en cours concernant le Code de conduite européen relatif à l'intégrité politique des élus locaux et régionaux.

Le Bureau accueille favorablement ces propositions et charge le Secrétariat de finaliser les préparatifs de l'échange en conséquence.

7.3 Gouvernance démocratique dans les zones métropolitaines

Le Bureau prend note des informations présentées dans le document CDDG-Bu(2017)8 et est informé que la Grèce a proposé d'accueillir la conférence à Thessalonique en lien avec le Programme conjoint Conseil de l'Europe – UE sur l'« *Assistance technique pour le renforcement institutionnel de la gouvernance en Grèce* ».

Lors de cet événement, il sera procédé à une analyse par les pairs en lien avec un éventuel cadre politique pour la ville d'Athènes et la zone métropolitaine de Thessalonique ; seront également abordés des sujets spécifiques sur la base de présentations effectuées préalablement au sein du CDDG.

Des représentants des zones métropolitaines et des États intéressés qui disposent d'une expérience significative et proposent des exemples novateurs en matière de gouvernance démocratique des zones métropolitaines devraient être invités à contribuer aux résultats de la conférence (conseils pratiques aux pays d'accueil, listes de contrôle fonctionnelles ou grilles d'analyse, lignes directrices pratiques, etc.).

Il conviendrait également d'inviter des représentants d'organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales dotés d'une expertise spécifique ou représentant des régions métropolitaines, notamment l'OCDE, le Réseau des Régions et des Aires métropolitaines d'Europe (METREX) et d'autres institutions ou organisations pertinentes à participer à ces travaux.

Le Secrétariat est chargé de poursuivre les préparatifs de l'événement en conséquence.

8. Election de deux membres du Bureau

Le Bureau note qu'en raison d'un changement dans leurs activités professionnelles, l'un de ses membres, Mme Inga Nyholm (Finlande), a démissionné du Bureau le 20 mars 2017 et que Mme Greta Ulland Billing cessera ses activités au sein du CDDG et quittera le Bureau le 31 mai 2017.

Il charge le Secrétariat d'inscrire à l'ordre du jour du CDDG l'élection de deux membres du Bureau pour les durées de mandat restant à couvrir, en attirant l'attention des délégations sur le fait que la composition du Bureau devrait refléter « *la répartition géographique, l'équilibre entre les femmes et les hommes et, le cas échéant, les systèmes juridiques.* »

9. Questions diverses

Le Bureau prend note des informations présentées dans le document CDDG-Bu(2017)10, en particulier celles qui ont trait au Forum mondial de la démocratie, qui aura pour thème « Le populisme en question(s) ». Il examine également des contributions possibles du CDDG à l'événement.

Le Vice-Président fait rapport sur sa participation à la conférence organisée par le Congrès et le Comité des Régions (CdR) sur « Le rôle des autorités locales et régionales dans la prévention de la corruption et la promotion de la bonne gouvernance », qui s'est tenue à Bruxelles le 28 février.

10. Date de la prochaine réunion

Le Bureau prend note des dates de la deuxième réunion plénière, prévue les 4 et 5 décembre 2017 prochains. Il charge le Secrétariat de rappeler aux membres des délégations du CDDG de planifier leur voyage et de réserver leur hôtel de sorte à être présents tout au long de la réunion, et de s'y prendre suffisamment à l'avance en raison de la tenue du marché de Noël à Strasbourg à cette période.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

CHAIRMAN / PRESIDENT

Mr Paul ROWSELL, Deputy Director, Democracy, Department for Communities and Local Government, 2nd Floor NE Corner, Fry Building, 2 Marsham St, LONDON
Tel: +44 (0)303 444 2568; Email: paul.rowsell@communities.gsi.gov.uk

OTHER MEMBERS / AUTRES MEMBRES

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organisation and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, 27, Stadiou Str., 10183 Athens
Tel: (30) 21 31 36 43 95; Mobile: (30) 69 76 40 60 27; E-mail: g.chrisafis@ypes.gr

M. Damien FERAILLE, Bureau des structures territoriales, Direction Générale des Collectivités locales, Ministère de l'Intérieur, 1 bis, place des Saussaies, F - 75800 PARIS
Tel: (33) 01 49 27 31 78 ; E-mail: damien.feraille@interieur.gouv.fr

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, D.A.R. - Ufficio Attività Internazionali, ROMA
Tel. +39.06.6779.5130; E-mail: f.giustino@palazzochigi.it

M. Paul-Henri PHILIPS, Coordinateur pour les Organisations Internationales, Relations multilatérales et Organisations Internationales, Boulevard du Jardin Botanique, 20, B – 1035 BRUXELLES
Tel : (32) 2 800 32 77; Cel-phone: (32) 499 58 81 05;
E-mail : phphilips@sprb.irisnet.be

Apologised for absence / excusées

Mrs Greta Ulland BILLING, Senior International Adviser, Department for Local Government, Ministry of Local Government and Modernisation, Postbox 8112 DEP, N - 0032 OSLO
Tel: (47) 22 24 72 25; Mobile: (47) 92 61 37 27; Fax: (47) 22 24 27 35;
E-mail: greta.billing@Kmd.dep.no

Ms Inga NYHOLM, Ministerial adviser, Department for Local Government and Regional administration, Ministry of Finance, PO Box 28, FIN – 00023 GOVERNMENT
Tel: (358) 40 760 5524; E-mail: inga.nyholm@vm.fi

SECRETARIAT

Mrs Jutta GÜTZKOW, Head of Good Governance Division / Chef de la Division de la bonne gouvernance – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Democratic Governance / Direction de la gouvernance démocratique, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie
Tel: +33 (0)3 88 41 29 10; E-mail: jutta.gutzkow@coe.int

Mr Theo WELS, Administrator / Administrateur – Good Governance Division / Division de la bonne gouvernance - Directorate of Democratic Governance / Direction de la gouvernance démocratique, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie
Tel: +33 (0)3 90 21 53 04 ; E-mail: theo.wels@coe.int

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour [CDDG-Bu(2017)OJ1 rév.]
3. Décisions du Comité des Ministres concernant les travaux du CDDG [CDDG-Bu(2017)1]
4. Etat de la mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat 2016-2017
- 4.1 *Programme d'activités du CDDG* [CDDG-Bu(2017)2]
- 4.2 *Participation civile aux décisions politiques*
- Rapport de la réunion du groupe de rédaction et projet révisé de lignes directrices [CDDG-Bu(2017)3]
- 4.3 *Révision de la Recommandation CM/Rec(2001)19 du Comité des Ministres sur la participation des citoyens à la vie publique au niveau local*
- Rapport de la première réunion du groupe de travail [CDDG-Bu(2017)4]
- Eléments proposés pour la révision [CDDG-Bu(2017)5]
- 4.4 *Recueil des textes les plus pertinents du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie*
- Suite à donner [CDDG(2016)22]
- 4.5 *Stratégie pour l'innovation et la bonne gouvernance*
- Promotion des douze principes de la bonne gouvernance démocratique [CDDG(2016)23]
- 4.6 *Approches intégrées de l'égalité*
- Impact des politiques et plans d'action sur l'administration publique [CDDG-Bu(2017)6]
5. Perspectives pour le CDDG en 2018-2019
Echange de vues
6. Développement d'outils en matière de bonne gouvernance démocratique et réformes de soutien
- 6.1 *Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale* [CDDG-Bu(2017)7]
- Activités en 2016 et perspectives pour 2017
- Examens par les pairs dans les Etats membres
- Boîtes à outils

- 7. Préparation de la 7e réunion du CDDG
(11-12 mai 2017)
- 7.1 *Projet d'ordre du jour* [CDDG(2017)OJ1prov.]
- 7.2 *De l'éthique publique au niveau local vers l'éthique dans la vie publique* [CDDG(2016)15]
- 7.3 *Gouvernance démocratique dans les zones métropolitaines* [CDDG-Bu(2017)8]
- Conférence sur la bonne gouvernance démocratique dans les zones métropolitaines : préparation
- 8. Election de deux membres du Bureau [CDDG-Bu(2017)9]
Echange de vues
- 9. Questions diverses [CDDG-Bu(2017)10]
- *Informations sur les activités d'autres instances pertinentes*
- *Autres points éventuels*
- 10. Date de la prochaine réunion